

Stéphane RETTERER

Premier conseiller au Tribunal administratif de Marseille



Matières enseignées : Droit de la consommation – Droit de la concurrence – Droit de l'information et de la communication – Droit international privé.

Formation

Habilitation à diriger des recherches, 1999

Doctorat en droit, Université de Toulon et du Var, 1995

DEA de droit communautaire, Université de Nancy II, 1991

Principales publications – Travaux

- *Monopoles publics et démonopolisation en droit communautaire* (dir. Ch. Bolze). – thèse : Université de Toulon et du Var, 1995
- RAVAZ (B.), RETTERER (S.). – *Droit de l'information et de la communication*. – Paris : Ellipses, 2006. – 176 p.
- Le contentieux administratif relatif aux organismes de formation professionnelle continue. – *AJDA* 2010. 2408.
- L'élaboration de la loi sur la concurrence en Asie du Sud-Est : l'exemple du Royaume du Cambodge. – *RLC* 2006/8, étude 608.
- La convergence sociale et juridique dans la société de la connaissance. – *Soochow Law Journal*. Taiwan, July 2005.
- La restauration de l'équilibre des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs dans la grande distribution. – *D* 2003. 1210.
- L'activité de prostitution exercée à titre indépendant. Une activité économique au sens du droit communautaire. – *D* 2002. 2144.
- Le droit à un procès équitable dans la procédure pénale militaire. – *RRJ* 2001. 2065.
- Traçabilité et protection alimentaire. – *Droit et Patrimoine* 2001. 92.
- « Le concept de dignité en droit communautaire. Du droit positif au droit prospectif », p. 87-104 in *Éthique, droit et dignité de la personne. Mélanges Christian Bolze*. – Paris : Economica, 1999. – 427 p.
- Le contrat de référencement : du droit des obligations au droit de la concurrence. – *JCP E* 1999. CDE. 1.
- La discrimination à raison des opinions politiques. Note sous TGI Toulon, Ch. corr., 5 mai 1998. – *D* 1999. 162.
- Le télé-achat : une vente aux apparences publicitaires protégée des réglementations nationales. – *Contrats, conc. consom.* 1998, chr. 4.
- Le télé-achat : un contrat de vente à distance au regard du droit communautaire. – *Contrats, conc. consom.* 1998, chr. 5.
- Les incidences privées de la départementalisation de Mayotte. – *RRJ* 1997. 1071.
- « Contrat de référencement ». – *Juris-Classeur Commercial*. – Fasc. 320.
- « Centrales et groupements d'achat et de référencement ». – *Rép. com.*
- « Ventes réglementées ». – *Rép. com.*

Langues parlées : Anglais – Espagnol.

Contact : cee@univ-lyon3.fr

